



Convention de Pacte territorial - France Rénov' (PIG)

Pacte

Communauté d'Agglomération Royan
Atlantique / Communauté de Communes
Bassin de Marennes

2025-2029

La présente convention est établie :

Entre **la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA)**, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par son Président, Monsieur Vincent BARRAUD,

l'État, représenté par M. le Préfet du Département de la Charente-Maritime, Monsieur Brice BLONDEL,

l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par M. le Préfet de la Charente-Maritime, Monsieur Brice BLONDEL, délégué local de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R.321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après «Anah»,

La Communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM), représentée par son Président, Monsieur Patrice BROUHARD,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD),

Vu le Programme Départemental de l'Habitat (PDH),

Vu les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)

Vu les Plans Climat Air Energie Territorial (PCAET) adoptés par les EPCI

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la CARA, en date du 18 juillet 2022, autorisant la signature de la convention PIG 2022-2025,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 18 décembre 2024, autorisant la signature de la présente convention,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la Communauté de communes du Bassin de Marennes, collectivité partenaire de l'opération, en date du 17 décembre 2024, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 23 janvier 2025

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

Préambule (présentation et enjeux du territoire en annexes 1 et 2).....	5
Article 1 – Objet et périmètre de la convention.....	7
Article 2 – Enjeux de la convention (en Annexe 2).....	11
Article 3 – Le dispositif : Volets d'action et parcours des ménages	11
Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention	15
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération volets 1 et 2.....	16
Article 6 – Pilotage, animation et évaluation	19
Article 7 – Communication.....	20
Article 8 - Durée de la convention, révision et/ou résiliation	21
Article 9 – Transmission de la convention	21

Préambule

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA) assure la maîtrise d'ouvrage du Programme d'Intérêt Général (PIG) « CARA Rénov' » 2022-2025, suite à l'étude pré-opérationnelle qui a porté sur son territoire en 2021.

Les communes présentent des profils variés liés à leur localisation, leur cadre paysager et bâti, ainsi qu'à leurs fonctions dans l'armature territoriale. Quatre pôles ont été déterminés dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) : le pôle de centralité, le pôle de proximité, le pôle intermédiaire.

Communes du pôle de centralité
Royan Saint-Palais Saint-Georges-de-Didonne Vaux-sur-Mer

Communes du pôle de proximité
Les Mathes Saint-Augustin Breuillet Saint-Sulpice-de-Royan Médis Semussac Meschers-sur-Gironde Mortagne-sur-Gironde

Communes du pôle intermédiaire
La Tremblade Arvert Etaules Saujon Cozes

Communes du pôle diffus
Chaillevette, Mornac-sur-Seudre, L'Eguille Sablonceaux Saint-Romain-de-Benet, Le Chay Corme-Ecluse, Grézac Arces Talmont-sur-Gironde, Barzan Epargnes Chenac-Saint-Seurin-d'Uzet Boutenac-Touvent Brie-sous-Mortagne Floirac

Un territoire ambivalent

Le territoire de la CARA est attractif pour des ménages aisés, ce qui lui procure un certain dynamisme alors que les ménages à revenus modestes connaissent d'importantes difficultés de logement. Cette ambivalence, démontrée dans l'étude préalable, impacte et conditionne l'intégralité du marché du logement.

Dynamiques résidentielles de la CARA

L'analyse des dynamiques démographiques révèle un territoire qui continue à gagner des habitants du fait de sa situation géographique et sa proximité avec l'océan qui le rendent très attractif.

La moyenne d'âge continue d'augmenter fortement, notamment en raison de l'arrivée de populations âgées de plus de 55 ans sur le territoire.

Les ménages sont de plus en plus petits, en particulier dans les communes du pôle de la centralité, et les ménages avec enfants sont installés en majorité dans les communes rurales, en raison du type de produit logement recherché et des prix moins élevés du foncier et du bâti.

Le territoire présente de fortes inégalités en termes de niveau de vie entre les ménages locaux et les nouveaux arrivants au niveau de vie élevé. Les inégalités sociales sont fortement conditionnées par l'âge de la population : plus la population est jeune, plus le taux de pauvreté est élevé.

Caractéristiques du parc de logements et de ses occupants

La production de logements est soutenue malgré une légère baisse constatée sur 2023. Cette production est majoritairement tournée vers le pavillonnaire, en extension urbaine, sauf dans le pôle de centralité où les logements collectifs sont plus présents dans le parc.

L'étude pré-opérationnelle du PIG révélait une inadéquation entre la typologie des logements et la composition des ménages : 77% des ménages sont composés d'une ou deux personnes alors que les T1 et T2 ne représentaient que 16% du parc de logements. Même si l'effort de production de petits logements est constant, le manque se fait toujours ressentir.

Les statuts d'occupation exercent une forte concurrence entre eux : la part des résidences secondaires représente 43% des logements. Ce chiffre est particulièrement important dans le pôle de centralité.

Le taux de logements vacants est plutôt modéré (moins de 5%). En cumulant les résidences secondaires et les logements vacants, presque la moitié des logements sont cependant inoccupés au moins une partie de l'année.

Au 1^{er} janvier 2025, la réforme de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales vise à proposer un cadre renouvelé pour la mise en œuvre du service public de rénovation de l'habitat (SPRH). L'objectif est de proposer une offre de service public universelle pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé, sur l'ensemble du territoire et accessible à toute la population.

Le nouveau modèle de contractualisation se décline à deux niveaux : au niveau régional et au niveau territorial (EPCI ou Départements).

Au niveau territorial, le pacte territorial France Rénov' se matérialisera sur le modèle des conventions de programme d'intérêt général (PIG).

Cette convention se décline autour de 3 volets d'interventions :

- Volet dynamique territoriale (volet obligatoire),
- Volet information, conseil, orientation (volet obligatoire),
- Volet accompagnement (volet facultatif).

Dans le cadre de la convention de PIG Pacte territorial France Rénov', ces trois volets d'intervention sont éligibles à une subvention de l'ANAH :

- Pour les deux premiers volets : à hauteur de 50 % d'un plafond de dépenses éligibles défini selon cinq seuils relatifs au nombre de résidences principales en habitat privé du territoire couvert.

C'est donc dans ce cadre, sans cesse en évolution, que la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, en collaboration avec l'ensemble des acteurs de l'habitat sur le territoire doit construire une politique locale stable en réponse aux besoins des usagers de son territoire.

A ces évolutions réglementaires, s'ajoute un contexte économique difficile et complexe :

- ✓ Contexte inflationniste avec une baisse du pouvoir d'achat,
- ✓ Hausse des prix de l'énergie,
- ✓ Hausse des taux d'intérêt bancaires,
- ✓ Complexité des dispositifs d'aide, multiplication des acteurs et manque de lisibilité pour les ménages,
- ✓ Développement des arnaques à la rénovation énergétique,
- ✓ Difficulté de mobiliser des entreprises RGE (délai pour faire réaliser des devis, engager des travaux...).

À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet et périmètre de la convention

1.1. Dénomination de l'opération

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, l'Etat et l'Anah décident de réaliser un programme d'intérêt général Pacte territorial France Rénov' pour un habitat durable, adapté et solidaire.

Ce PIG Pacte Territorial France Rénov' porte sur les missions de dynamique territoriale (volet 1) et d'information, de conseil et d'animation pour la rénovation énergétique de l'habitat : les conseillers CARA Rénov' assurent sur le territoire de la CCBM les permanences et les animations grand public autour de l'énergie.

Il est décidé de mutualiser le PIG Pacte Territorial France Rénov' sur les volets 1 et 2.

Concernant l'accompagnement des ménages, le PIG CARA 2022-2025 et l'OPAH RU CCBM se poursuivent en parallèle.

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention au 1^{er} janvier 2025 se définit comme suit :

- Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA), 33 communes,
- Communauté de Communes du Bassin de Marennes (CCBM), 6 communes.

Superficie totale du territoire couvert : 786 km²

Population totale du territoire couvert : 100 796 hab (INSEE 2021)

EPCI	Nbre résidences principales privées (source DREAL Insee 2021)	Population 2021 (INSEE)
Communauté d'agglomération Royan Atlantique	44 293	85 271
Communauté de Communes Bassin de Marennes	7 301	15 525

1.2.1 Les champs d'intervention sont les suivants :

Ces champs d'intervention correspondent aux missions prévues aux volets 1, 2 à savoir :

- La rénovation énergétique, l'adaptation pour les personnes âgées ou en situation de handicap des logements privés, l'habitat dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.
- La mobilisation des ménages, des professionnels, des copropriétés et des propriétaires bailleurs.
- Les missions d'information, de conseil et d'orientation.

Le pacte prend en charge l'ensemble des publics sur le territoire défini en amont.

1.2.3 Structures en charge de la mise en œuvre du Pacte :

- La CARA en qualité de pilote, assure la coordination des acteurs. Elle est en charge :
 - ✓ CARA Rénov', porte d'entrée de l'ECFR pour des ménages, des professionnels, copropriétés et propriétaires bailleurs. La plateforme apporte une information de premier niveau sur le plan administratif, juridique, social et technique. Elle collecte les premières informations du ménage (nature du projet, lieu du projet, niveaux de revenus du ménage, coordonnées du ménage). Elle oriente ensuite en fonction de ces informations vers l'interlocuteur le plus approprié. Elle saisit les informations dans le logiciel MIXEUR.
 - ✓ De l'organisation et du pilotage du Pacte avec l'ensemble des acteurs : Etat, Région, DREAL, le représentant de l'Anah, Conseil Départemental 17, ADEME, ADIL 17, CAUE 17, SOLIHA (durée PIG CARA 2022-2025 et OPAH RU CDC Bassin Marennes), EPCI, acteurs de l'habitat...
 - ✓ Du suivi budgétaire

- Les 2 intercommunalités du Pacte territorial interviennent différemment sur l'accompagnement des ménages :

Les 2 EPCI conserveront leurs opérations programmées respectives (PIG CARA et OPAH-RU CCBM) sur la durée des conventions.

L'association SOLIHA poursuit sa mission dans le cadre du marché d'animation du PIG CARA 2022-2025 (annexe 1) pour la CARA et dans le cadre du marché établi pour l'OPAH-RU de la CDC du Bassin de Marennes (annexe 2)

Les niveaux d'intervention et de financements des EPCI seront maintenues dans le cadre de leurs conventions respectives.

NOM_EPCI	OPAH_PIG	2025	2026	2027
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROYAN ATLANTIQUE	PIG	Fin 31/08/2025		
COMMUNAUTE DE COMMUNES BASSIN DE MARENNES	OPAH RU	Fin 2026		

- Volet Dynamique Territoriale (volet 1) : mission internalisée assurée par le service CARA RENOV',
- Volet Information-Conseil-Orientation (volet 2) :
 - . Premier accueil, information, orientation : mission internalisée assurée par le service CARA RENOV',
 - . Conseil personnalisé : mission internalisée pour le territoire de la CARA assuré par le service CARA RENOV'. Ce conseil sera réalisé par le prestataire pour le territoire de la CCBM dans la cadre de sa convention.

En complément, l'ADIL et le CAUE réaliseront des conseils personnalisés sur leurs champs d'intervention respectifs.

 - . Visite, conseil renforcé : prestataire externe pour les très modestes (TMO) et modestes (MO) dans le cadre des conventions respectives.

Tableau récapitulatif des champs d'intervention par volet

	Volet 1	Volet 2	
	Dynamique territoriale (obligatoire)	Information Conseil personnalisé (obligatoire)	Conseil renforcé (optionnel)
Rénovation énergétique			
Propriétaire occupant			
dont Ménage Très modestes (TMO)	X	X	X
dont Ménages modestes (MO)	X	X	X
dont Ménages intermédiaire (INT)	X	X	
dont Ménages supérieurs (SUP)	X	X	
Propriétaire bailleur			
dont Ménage Très modestes (TMO)	X	X	X
dont Ménages modestes (MO)	X	X	X
dont Ménages intermédiaire (INT)	X	X	
dont Ménages supérieurs (SUP)	X	X	
Copropriétaire (syndicat de copropriété)	X	X	X
Autonomie			
Propriétaire occupant			
dont Ménage Très modestes (TMO)	X	X	X
dont Ménages modestes (MO)	X	X	X
dont Ménages intermédiaire (INT)	X	X	
dont Ménages supérieurs (SUP)	X	X	
Propriétaire bailleur			
dont Ménage Très modestes (TMO)	X	X	X
dont Ménages modestes (MO)	X	X	X
dont Ménages intermédiaire (INT)	X	X	
dont Ménages supérieurs (SUP)	X	X	
Copropriétaire (syndicat de copropriété)	X	X	X
LHI			
Propriétaire occupant			
dont Ménage Très modestes (TMO)	X	✗	
dont Ménages modestes (MO)	X	✗	
dont Ménages intermédiaire (INT)	X	✗	
dont Ménages supérieurs (SUP)	X	✗	
Propriétaire bailleur			
dont Ménage Très modestes (TMO)	X	✗	
dont Ménages modestes (MO)	X	✗	
dont Ménages intermédiaire (INT)	X	✗	
dont Ménages supérieurs (SUP)	X	✗	
Copropriétaire (syndicat de copropriété)	X		

1.2.4 Le personnel du Pacte :

Le Pacte CARA Rénov' mobilisera 4 ETP pour les 2 EPCI.

La CARA, maitre d'ouvrage de la convention Pacte Territorial France Rénov', souhaite porter en régie les prestations suivantes :

- **Le volet 1** sur la dynamique territoriale comprenant :
 - La mobilisation des ménages,
 - La mobilisation des publics dits prioritaires,
 - La mobilisation des professionnels.
- **Le volet 2** relatif aux missions d'information, de conseil et d'orientation des ménages :
 - Les missions d'information et d'orientation,
 - Les missions de conseil personnalisé.
 - Les missions d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat.

Article 2 – Enjeux de la convention (en Annexes 1 et 2)

Les principaux enjeux

	<i>Enjeux économiques</i>	<i>Enjeux sociaux</i>	<i>Enjeux environnementaux</i>
<i>Rénovation énergétique</i>	Economie d'énergie Contribution à l'économie locale et aux savoir-faire locaux (entreprises du bâtiment)	Santé publique (confort) Valorisation du patrimoine bâti.	Contribuer à la neutralité carbone : recyclage et pérennité des constructions, valorisation du patrimoine, artificialisation etc...
<i>Prévention de la perte d'autonomie</i>	Maintien à domicile comme source d'économie par rapport à une entrée dans un établissement spécialisé	Lien social (famille, voisins, accès aux commerces et services etc...) Santé publique (activité mentale physique)	
<i>Lutte contre l'habitat indigne</i>	Economie d'énergie Valorisation du bien	Santé publique (confort, salubrité, décence)	

Article 3 – Le dispositif : Volets d'action et parcours des ménages

Le Pacte territorial offre un service universel de proximité pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé mis en œuvre selon quatre principes structurants (universalité, égalité d'accès et proximité, lisibilité pour l'utilisateur et un parcours simple).

A cet effet, l'Espace Conseil France Rénov' CARA Rénov' est le tiers de confiance qui propose une information à l'ensemble des publics et sur toutes les thématiques de l'habitat.

La CARA est le maître d'ouvrage du Pacte Territorial. En cela, elle est le garant de la mise en œuvre du pacte qu'elle coordonne, organise et valorise sur les volets 1,2

Par conséquent, il est prévu que le financement de ce pacte soit partagé entre le maître d'ouvrage et la CCBM conformément à la convention de partenariat existante.

3.1. Volet 1 relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

Ce volet a pour objectif la mise en place d'actions visant à la mobilisation des ménages et des professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat (rénovation énergétique, prévention de la perte d'autonomie, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées...), en synergie avec les programmes et actions mis en place par les collectivités partenaires (OPAH, PIG, PCAET, SRADDET...) et en totale adéquation avec les objectifs fixés par le PDH et le PDALHPD.

3.1.1. Descriptif du dispositif

L'animation du dispositif a pour enjeu de faire connaître aux ménages la marque «France Rénov'» (propriétaires occupants et bailleurs du parc résidentiel privé, individuel et collectif). L'enjeu est ainsi de pouvoir informer tous les ménages et de les conseiller gratuitement avant qu'ils ne lancent leurs projets de travaux, dans un objectif notamment de pertinence des travaux réalisés et de prévention des fraudes et abus.

Les actions relatives à ce volet de mission répondent à 4 objectifs :

- La mobilisation des ménages : regroupant les missions relatives à la sensibilisation, la communication et l'animation auprès des ménages du territoire, tous publics confondus (et quels que soient leurs revenus).

L'objectif est d'assurer une présence sur l'ensemble du territoire par des actions de proximité, soit à l'initiative du maître d'ouvrage, soit à celle de la CCBM partenaire ou communes membres mais toujours dans un esprit de concertation et de partenariat avec les acteurs locaux.

Cette mobilisation des usagers peut, de manière non exhaustive, comprendre de l'information sur le service public de la rénovation de l'habitat, la participation à des événements locaux, l'organisation d'opérations de communication spécifique à destination des ménages :

- . Mobilisation des médias : journaux locaux, participation à des émissions de radio, ...
- . Diffusion d'outils de communication : plaquettes d'information, affiches, vidéos et tout autre support de communication mis à disposition par France Rénov', ADEME, collectivités, et tout autre partenaire...
- . Participation à des événements organisés par des partenaires publics ou privés : salons de

l'habitat ou de l'immobilier, stands dans le cadre d'action d'animation, réunions auprès du grand public ...

- . Organisation de manifestations thématiques : conférences, ateliers de mise en situation, visites de site, visites de chantier, ...
- . Echange d'expérience et prêt d'outils, ...
- La mobilisation des publics « cibles » dans une démarche "d'aller-vers": regroupant les missions relatives à la mobilisation en amont d'un projet de rénovation de l'habitat, particulièrement des ménages en situation de précarité énergétique, de perte d'autonomie ou d'habitat indigne ainsi que des propriétaires bailleurs en lien avec les acteurs du territoire.
- La mobilisation des professionnels : regroupant les missions relatives à la mobilisation des professionnels sur les thématiques de la rénovation de l'habitat (professionnels du bâtiment, entreprises du secteur de la maîtrise d'œuvre, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, de l'immobilier, réseau notarial, réseau bancaire, chambres consulaires...).

Cette mobilisation des professionnels peut comprendre, de manière non exhaustive, les actions suivantes:

- Informer et sensibiliser les professionnels autour des enjeux de la rénovation de l'habitat et l'emploi des matériaux biosourcés ;
- Connaître et identifier et valoriser les professionnels qualifiés du territoire ;
- Animation locale du réseau des AMO
Organiser des réunions d'animations des AMO locaux de manière partagée avec les collectivités locales et les services déconcentrés de l'Etat. L'identification et le suivi des MAR intervenant sur le territoire du Pacte territorial.

3.1.2. Indicateurs et Objectifs

Pour analyser cette mobilisation, plusieurs indicateurs seront suivis :

- Nombre d'animations réalisées et public touché (ménages, professionnels, publics prioritaires),
- Nombre de prises de contact dans le cadre des actions de dynamique territoriale,
- Taux de transformation en rendez-vous de conseil personnalisé de ces prises de contact.

Les objectifs sont ceux identifiés dans les conventions respectives en cours (annexes 1 et 2).

3.2. Volet 2 relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (plateforme CARA Rénov')

Indicateurs	Typologie des ménages rencontrés	Objectifs (augmentation 1%/an)				
		2025	2026	2027	2028	2029
Nombre de contacts relatifs à une demande d'information	Ménages	1000	1010	1020	1030	1041
Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé		350	354	357	361	364
Nombre de contacts relatifs à une demande d'information	Copropriétés	0	0	0	0	0
Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé		0	0	0	0	0
Nombre d'orientation vers des accompagnements aux travaux : MAR prestations obligatoires et renforcées, AMO MaprimeAdapt', AMO LHI, Maprimerénov' copropriété	Tous publics	175	177	179	180	182

3.2.1. Descriptif du dispositif

Ce volet regroupe les missions suivantes :

- Missions d'information : l'entretien vise à répondre aux premières interrogations du ménage, pouvant le cas échéant aboutir sur un conseil personnalisé ou une orientation vers une structure adaptée au besoin du ménage. Ces informations peuvent être apportées lors d'une permanence physique ou par téléphone, par mail ou lors d'évènements.
- Missions de conseil personnalisé : Les conseils délivrés par CARA Rénov' sont neutres, gratuits, qualitatifs et adaptés aux besoins du ménage. Le conseil a pour objectif d'apporter une information plus approfondie, adaptée et personnalisée à la situation et aux besoins du ménage. Ce conseil est réalisé préférentiellement par une permanence physique au sein des locaux de la CARA ou de la CCBM partenaires soit éventuellement sur les communes membres dans le cadre de dispositifs (PVD, village d'avenir, ...).
- Missions d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat : CARA Rénov' pourra proposer de manière optionnelle aux ménages un conseil renforcé en amont d'une orientation vers une AMO.

3.2.2. Indicateurs et Objectifs

Les indicateurs sont les suivants :

- Nombre de contacts relatifs à une demande d'information,
- Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé,
- Typologie des ménages rencontrés,
- Délai moyen entre la première prise de contact et le rendez-vous de conseil personnalisé,
- Nombre d'orientations vers des accompagnements aux travaux :
 - . Mon Accompagnateur Rénov' prestations obligatoires et renforcées, AMO MaPrimeAdapt', AMO LHI
 - . MaPrimeRénov' Copropriété (dans le cadre du volet accompagnement facultatif du PIG Pacte territorial France Rénov' et en dehors)

Objectifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention

CARA					
	Objectifs				
Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029
Nombre de ménages effectuant une demande d'information	900	909	918	927	937
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé	315	318	321	325	328
Nombre d'information-conseil renforcé	32	32	32	32	33

CCBM					
	Objectifs				
Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029
Nombre de ménages effectuant une demande d'information	100	101	102	103	104
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé	35	35	36	36	36
Nombre d'information-conseil renforcé	4	4	4	4	4

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération volets 1 et 2

5.1 Règles d'application

5.1.1. Financements de l'Anah

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Pour les travaux de rénovation énergétique réalisés par des ménages aux revenus « Intermédiaires ou supérieurs » les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les

modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du décret n°2020-26 et de l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique ainsi que de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

5.1.2. Financements de la collectivité maître d'ouvrage

Les dépenses de la collectivité maître d'ouvrage pour la mise en œuvre des volets 1 et 2 en ressources humaines, postes environnés et autres dépenses sont estimées à 236 980 € annuels.

Le reste à charge de la collectivité maître d'ouvrage sera d'un minimum de 20 % de la dépense totale.

Des dépenses de prestations d'intervenants extérieurs pourront être mises en œuvre dans le cadre de marchés publics selon le tableau prévisionnel ci-dessous :

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES HT					
NATURE DE LA DÉPENSE PRÉVISIONNELLE	DÉPENSE PRÉVISIONNELLE VOLET 1 PACTE ANAH		DÉPENSE PRÉVISIONNELLE VOLET 2 PACTE ANAH		TOTAL DES DÉPENSES
	Nombre d'ETP	Montant dépenses prévisionnelles	Nombre d'ETP	Montant dépenses prévisionnelles	Total dépenses prévisionnelles
Dépenses de personnel chargées et environnées	1,0	55 000,00 €	2,0	110 000,00 €	165 000,00
Dépenses de prestation dans le cadre d'un marché public		15 000,00 €		40 480,00 €	55 480,00
Dépenses dans le cadre de convention de partenariat	0,1	5 500,00 €	0,2	11 000,00 €	16 500,00
TOTAL	1,1	75 500,00 €	2,2	161 480,00 €	236 980,00 €

5.1.3. Financements des autres partenaires

Le Pacte Territorial fera l'objet d'un financement de la Région Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « soutien au Service Public de la Rénovation de l'Habitat » auquel la

CARA a candidaté en association avec la CCBM.

Des aides complémentaires pourront être apportées par :

- Le Conseil départemental de la Charente Maritime,
- Action Logement,
- Provicis avec la Caisse d'Avances pour la Rénovation Thermique et la Transition Energétique (CARTTE),
- La Fondation pour le Logement des défavorisés,
- Les communes membres,
- Les caisses de retraites.

5.1.4 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de 50 % de la dépense totale.

Ces montants sont répartis, de manière prévisionnelle, selon l'échéancier suivant :

Tableau montants prévisionnels							
		2025	2026	2027	2028	2029	Total
Missions de dynamique territoriale	Anah	37 750,00 €	37 750,00 €	37 750,00 €	37 750,00 €	37 750,00 €	188 750,00 €
	Maitre d'ouvrage	37 750,00 €	37 750,00 €	37 750,00 €	37 750,00 €	37 750,00 €	188 750,00 €
	Région						0,00 €
	TOTAL	75 500,00 €	75 500,00 €	75 500,00 €	75 500,00 €	75 500,00 €	377 500,00 €
Missions d'informations, conseils et orientation	Anah	80 740,00 €	75 000,00 €	75 000,00 €	75 000,00 €	75 000,00 €	380 740,00 €
	Maitre d'ouvrage	80 740,00 €	75 967,47 €	75 967,47 €	75 967,47 €	75 967,47 €	384 609,88 €
	Région						0,00 €
	TOTAL	161 480,00 €	150 967,47 €	150 967,47 €	150 967,47 €	150 967,47 €	765 349,88 €
Total	Anah	118 490,00 €	112 750,00 €	112 750,00 €	112 750,00 €	112 750,00 €	569 490,00 €
	Maitre d'ouvrage	118 490,00 €	113 717,47 €	113 717,47 €	113 717,47 €	113 717,47 €	573 359,88 €
	Autres partenaires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
nota : plafonds							
Montant maximum subventionnable (suivant nombre de RPPP)							
Volet 1 Dynamique territoriale	Volet 2 Information Conseil Orientation						
250 000 €	340 000 €						

Article 6 – Pilotage, animation et évaluation

6.1 Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

La CARA, maître d'ouvrage, est chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Elle s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par les différentes structures de mise en œuvre de chaque volet d'action.

6.1.2. Instances de pilotage

Les comités de pilotage ont pour objectif la coordination et l'animation des partenariats. Le pilotage est assuré par la CARA, maître d'ouvrage de l'opération.

Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer un bon déroulement de l'opération. À cet effet, il sera mis en place deux comités de pilotage.

Le comité de pilotage stratégique sera chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés. Il se réunira au moins une fois par an.

Le comité de pilotage stratégique sera composé à minima :

- Du représentant local de l'Etat,
- Du représentant local de l'Anah,
- De la collectivité signataire de la convention de cadrage dont le territoire dépend,
- D'un représentant des deux EPCI concernés par la convention à savoir la CARA et la CCBM.

Le comité de pilotage technique associant les acteurs du territoire concourant au service public de la rénovation de l'habitat sera en charge de la conduite opérationnelle. Il se réunira au moins une fois par an.

Le comité de pilotage technique sera composé, en fonction de leur disponibilité :

- Du représentant local de l'Etat,
- Du représentant local de l'Anah,
- De la collectivité signataire de la convention de cadrage dont le territoire dépend,
- D'un représentant des deux EPCI concernés par la convention,
- Des Espaces France Services,
- Organismes représentatifs des professionnels du bâtiment,
- D'un représentant des maires dont la commune bénéficie d'un dispositif cité préalablement (PVD, Village d'Avenir, QPV, ...),
- De l'ADIL, du CAUE, et tout autre opérateurs (SOLIHA, HATEIS, MAR,...) œuvrant sur le territoire du Pacte territorial.

6.2 Mise en œuvre opérationnelle

6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires

La CARA pourra faire appel à un prestataire pour des opérations spécifiques (par exemple : volet copropriété, volet RU renforcé, ...).

6.3 Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Article 7 – Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et les structures en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

- Le maître d'ouvrage du programme et les signataires s'engagent à communiquer sous la marque nationale France Rénov', à utiliser et diffuser les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public (guide pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.).
- L'ensemble de la communication locale à destination du grand public autour des missions prévues par la présente convention devra s'articuler autour de la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique. Les territoires disposant d'une marque de territoire, déjà utilisée pour de précédentes opérations et identifiées, pourront continuer à l'utiliser sur leurs supports de communication et s'engagent à afficher le logo « avec France Rénov' ».
- En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à la présente convention, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.
- Les structures en charge de la mise en œuvre des missions d'accompagnement prévues au 3.3 de la présente convention indiqueront dans tous les supports de communication qu'ils élaboreront l'origine des subventions allouées par l'Anah et, pour les opérations importantes de travaux, les supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux, etc.) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».
- Les structures en charge des missions relatives à un service d'information et de conseil en matière de rénovation de l'habitat auprès des ménages (ECFR') prévues au 3.2 de la présente convention appliqueront dans tous les supports de communication le logo de l'émetteur principal de cette communication associé au logo « avec France Rénov' ».

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter le maître d'ouvrage et les structures en charge de la mise en œuvre des actions en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

Enfin, le maître d'ouvrage et les structures de mise en œuvre assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer le PCCRI de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (ExtraRénov').

Article 8 - Durée de la convention, révision et/ou résiliation

La présente convention est conclue pour une période de 5 années calendaires.

Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'ANAH à compter de la date de signature.

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La convention peut faire l'objet d'une résiliation anticipée en cas d'arrivée à échéance d'un dispositif d'OPAH ou de PIG en vigueur sur le territoire au moment de sa conclusion pour intégrer les prestations réalisées par ces dispositifs.

La convention de PIG Pacte territorial France Rénov' peut être prolongée ou modifiée par avenant. L'avenant de prolongation intègre un bilan de l'exécution et un prévisionnel d'objectifs/contenu des missions de la convention.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 9 – Modalités de mise en œuvre du volet 3 « accompagnement » pendant la durée de la convention PIG Pacte Territorial France Rénov'

A la fin du PIG CARA, la collectivité maître d'ouvrage de la présente convention pourra réaliser un volet « accompagnement » sur le territoire de la CARA. Cet accompagnement fera l'objet d'une procédure de marché pour retenir un prestataire à son issue.

La mise en œuvre du volet « accompagnement » prendra la forme d'une Convention « volet accompagnement » conclue entre la CARA et le titulaire du marché en vigueur.

La Convention « volet accompagnement » définira le périmètre d'intervention territorial et les publics ciblés en cohérence avec la présente convention de PIG Pacte Territorial France Rénov' au moment de sa signature.

9.1 Engagement des parties

9.1.1 Engagement du maître d'ouvrage de la Convention « volet accompagnement »

A compter de la signature de la Convention « volet accompagnement », le maître d'ouvrage du volet « accompagnement » s'engage envers tous les signataires de la présente convention de PIG Pacte Territorial-France Rénov' à respecter les obligations prévues par celle-ci.

Il s'engage également envers toutes les parties qui signeraient ultérieurement des Conventions « volet accompagnement », à respecter les obligations prévues par la présente convention.

9.1.2 Engagement des autres parties

Les parties signataires de la convention de PIG PT-FR', autres que les Parties Initiales, sont réputés accepter tout maître d'ouvrage signataire d'une Convention « volet accompagnement » en tant que nouvelle partie à la présente convention.

Le maître d'ouvrage de la convention de PIG Pacte territorial France Rénov' initiale informe l'ensemble des parties de la conclusion de toute nouvelle Convention « volet accompagnement ».

Article 10 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au signataire de la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat dans laquelle s'inscrit le territoire ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Les éventuels avenants à la présente convention seront transmis dans les mêmes conditions. Le délégué de l'Anah dans le département est chargé de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.

Fait en exemplaires à, le

Pour la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique M. Vincent BARRAUD, Président	Pour la Communauté de Communes Bassin de Marennes M. Patrice BROUHARD, Président
Pour l'Etat M. Brice BLONDEL, Préfet	Pour l'Agence Nationale d'Amélioration de l'habitat M. Brice BLONDEL, Préfet

